

L'énergie

table J. J. Green, et selon laquelle nos réserves pétrolières devaient nous permettre de demeurer auto-suffisants, non pas pour un an ou une décennie, mais bien pour des centaines d'années. Qu'avons-nous fait alors? Nous avons exporté trois milliards de barils de pétrole. Ensuite, nous avons su qu'il y avait une pénurie. Aujourd'hui, on prétend qu'il existe des surplus de gaz et qu'il nous faudra l'exporter. Dans quelques années, cela ne fait aucun doute, on nous reparlera de pénurie. Voilà le genre de politique observée par le gouvernement.

Nous avons une politique pétrolière clairement continentaliste. Elle date depuis bien avant l'adoption de la politique pétrolière nationale de 1961 qui permettrait à l'est du Canada de consommer du pétrole vénézuélien et aux producteurs de l'Ouest de chercher des débouchés sur les marchés américains pour leurs surplus. Aujourd'hui, nous avons une pénurie de pétrole et versons 3.7 milliards de dollars dans le fonds d'indemnisation, destiné principalement aux provinces de l'Atlantique. Eu égard à cela et à cause de l'incertitude de la situation pétrolière, le gouvernement ne peut présenter de budget et je soupçonne que le premier ministre—s'il ne sera probablement pas d'accord avec moi—ne réussira à obtenir de changement constitutionnel à moins d'avoir réglé la question des ressources, et précisément la politique de fixation du prix du pétrole.

Il nous faut à tout prix une nouvelle politique énergétique nationale et nous ne saurons en élaborer une à moins de nous éloigner des tendances historiques du contrôle par des étrangers de nos ressources. Tel est pour le nouveau parti démocratique la solution au problème. Au contraire des deux autres partis, nous affirmons que pour favoriser l'auto-suffisance du Canada en matière de pétrole et d'énergie, il nous faut nous débarrasser du contrôle étranger. Nous pouvons devenir auto-suffisants si nous faisons cela, car c'est là la clé. J'entends mon honorable ami à ma droite me demander quelle est notre position: je suis précisément en train de l'exposer.

● (1550)

Mes amis, semble-t-il, maintiennent et prônent que c'est le prix qui est la clé. C'est du moins ce que je crois comprendre. Quant aux libéraux, je ne les comprends pas. Ils s'en tiennent encore à une position mitoyenne fort embrouillée. Le ministre essaie encore de se faufiler. Je vois qu'il se fait mince; il le deviendra encore plus s'il essaie de faire passer cette promesse énergétique libérale en Ontario. Si seulement il pouvait y réussir cette année, il pourrait réduire l'augmentation juste assez pour qu'elle n'excède pas \$4 le baril cette année, pour pouvoir ensuite taper sur le consommateur l'année prochaine. Je soutiens toujours qu'il ne respecte pas sa promesse d'imposer une augmentation inférieure à celle des Conservateurs. Mais ce n'est pas du tout cela une politique énergétique. Au moins mes honorables amis à ma droite sont-ils en mesure d'énoncer leur politique.

Je vous dis qu'il existe une troisième option ou politique. Nous sommes d'avis que les Canadiens peuvent en arriver à l'autarcie si nous prenons les mesures nécessaires pour maîtriser les compagnies pétrolières et les grandes compagnies énergétiques au Canada. Il s'agira là d'un grand défi à relever. Parfois, lorsque je considère le ministre en face et ses collègues du Québec, je suis pris d'admiration à la pensée du combat qu'ils ont livré pour se tailler leur juste place dans la Confédération. En tant que jeune Canadien-anglais, mon pays m'inspire parfois un sentiment d'ennui, surtout la partie anglophone,

parce que nous n'avons aucune cause à défendre et que nous ne faisons rien.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Parlez pour vous.

M. Waddell: Mais il est une cause que nous pouvons embrasser. Je dois la défendre dans ma région. Ce pourquoi nous devons nous battre au Canada anglais et au Canada français, c'est une politique énergétique qui nous permette de prendre le contrôle de notre propre secteur énergétique. Voilà où réside l'avenir du Canada et ce pourquoi il faut lutter.

J'ai écouté le débat en cours. Il me semble que les conservateurs reviennent constamment sur les dernières élections dans les questions qu'ils posent au ministre. On fait beaucoup de cas de l'entente qu'ils auraient réussi à arracher au premier ministre Loughheed. Je ne suis pas tout à fait convaincu de l'existence de cette entente. Je n'en ai jamais vu d'exemplaire dûment signé et scellé. Et même si c'était le cas, il me semble que nous devrions nous préoccuper davantage de l'usage que l'on fera des revenus qui seront tirés de la hausse du prix du pétrole que de cette hausse elle-même.

Je crois savoir que l'«entente» conservatrice avec l'Alberta—c'est ainsi que je l'appelle—aurait fait augmenter les recettes de l'industrie pétrolière qui, en quatre ans, soit entre 1975 et 1978-1980 étaient déjà de 13,3 milliards de dollars et qui entre 1980 et 1983, atteindront 33 milliards de dollars.

Voici ce que Llyod George déclarait en 1920:

Généralement, les bénéfices des compagnies pétrolières semble couler dans les poches des particuliers par des pipe-lines invisibles.

Et comme dirait Tommy Douglas, les conservateurs prennent de l'argent dans la poche des contribuables pour les mettre dans celle des compagnies pétrolières; et cela, notre pays ne saurait l'accepter.

Les répercussions financières des ententes en cours de négociation sont tout bonnement colossales. Permettez-moi de détailler un peu. On estime que la taxe d'accise aurait rapporté 10.5 milliards de dollars entre 1980 et 1984 aux coffres de l'État et les ententes de partage des revenus 17 milliards de dollars. Quant à elles, les dépenses du programme d'indemnisation des importateurs de pétrole auraient pratiquement été supprimées. Les redevances de l'Alberta qui sont passées de un milliard de dollars en 1974 à 2,6 milliards de dollars en 1978 atteindraient 5.3 milliards de dollars en 1980 et le chiffre ahurissant de 11 milliards de dollars, en 1983. Au cours des dix années entre 1980 et 1990, l'accumulation serait de 143 milliards de dollars ou \$79,000 pour chaque homme, femme et enfant de l'Alberta. Je vois des Canadiens dans les tribunes. J'espère qu'il y a des Albertains parmi eux. Ce serait bien d'avoir \$79,000 pour chaque personne. Cette accumulation de richesse est fabuleuse.

Le transfert de la richesse du reste du pays excéderait de beaucoup ce montant, si l'on comprend les revenus supplémentaires de l'industrie, ce que le gouvernement fédéral a dépensé dans les provinces productrices et les retombées considérables qui sont certaines. Selon quelque série d'hypothèses que ce soit, ce plan provoquerait une rapide poussée de l'inflation au-dessus de 10 p. 100 et plongerait le reste du pays dans une longue et plus grave récession. Nous assisterions à des mises à pied et à la fermeture d'usines.

Les positions d'Ottawa et de l'Alberta sur les prix pétroliers sont diamétralement opposées et le resteront aussi longtemps que l'Alberta ne démordra pas de son objectif de lier les prix